

Étude «Prévoyance pour la vie»

La population suisse veut non seulement économiser de l'argent, mais aussi du temps

Au cours des 25 dernières années, pratiquement aucune réforme du système de prévoyance n'a abouti. Mais la raison ne réside pas dans un manque d'ouverture de la population, comme le montre une nouvelle étude réalisée par Sotomo pour le compte de PensExpert. Des solutions pragmatiques permettant de conserver la sécurité financière et la liberté pendant toutes les phases de la vie – par exemple un compte épargne-temps – pourraient contribuer à réconcilier la population avec le thème de la prévoyance et à débloquer ainsi les réformes en suspens.

Lucerne, le 16 juin 2025 – L'électorat suisse est divisé sur la question des réformes de la prévoyance. Au cours des 25 dernières années, le peuple a systématiquement rejeté les propositions de réforme portant sur la prévoyance – 16 projets sur 20 se sont soldés par un échec dans les urnes. Parallèlement, la nouvelle étude «Prévoyance pour la vie», réalisée par l'institut de recherche Sotomo à la demande de PensExpert, montre que les solutions de prévoyance pragmatiques et flexibles, qui tiennent compte de la réalité de la vie actuelle et qui ne se limitent pas à de simples questions de prévoyance vieillesse, rencontrent une large approbation au sein de la population. Plus de 70% des personnes interrogées entendent par prévoyance la protection financière pour l'avenir en général – et pas seulement pour la vieillesse.

Cette paralysie des réformes peut avoir des conséquences particulièrement graves pour les personnes qui interrompent, volontairement ou non, leur activité professionnelle. Selon l'étude, plus de la moitié de la population suisse a déjà connu des phases d'au moins trois mois sans revenu professionnel. Les raisons les plus fréquentes étaient la recherche d'un nouvel emploi (21%) ou un congé parental après la naissance d'un enfant (18%). Quel que soit le motif, l'impact sur la fortune de prévoyance est considérable: actuellement, les personnes n'exerçant pas d'activité lucrative ne peuvent pas effectuer de versements dans le pilier 3a, bien que près de quatre personnes interrogées sur cinq seraient favorables à une réforme en ce sens.

Nécessité d'un financement flexible des périodes d'inactivité

La population se montre également ouverte à d'autres innovations dans le système de prévoyance – par exemple à ce que l'on appelle le compte épargne-temps. Ce concept recueille une large approbation et pourrait introduire un changement de paradigme dans le

système de prévoyance suisse. Plus des trois quarts des personnes interrogées considèrent comme positive la possibilité d'épargner des heures supplémentaires, des jours de vacances non pris ou des cotisations d'épargne volontaires dans un compte de prévoyance spécial et de les utiliser plus tard pour des congés payés. Environ deux tiers des personnes interrogées s'imaginent utiliser elles-mêmes un compte épargne-temps.

Les participants à l'étude sont particulièrement intéressés par le financement d'une retraite anticipée (59%) ou d'un congé sabbatique (58%). Près de la moitié des moins de 35 ans utiliseraient un compte épargne-temps pour financer une formation continue (43%) ou pour prolonger leur congé parental (45%). 62% estiment qu'un compte épargne-temps pourrait contribuer à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. En outre, une personne interrogée sur deux pourrait envisager de prendre sa retraite un an plus tard si elle pouvait en contrepartie prendre un congé payé de six mois au cours des années précédentes. Cette possibilité pourrait également être réalisée dans le cadre d'un compte épargne-temps. En Suisse, les comptes épargne-temps sont encore peu connus. En revanche, ils se sont déjà implantés en Allemagne, aussi bien dans les grands groupes que dans les PME, tous secteurs confondus.

Une crainte de changements profonds

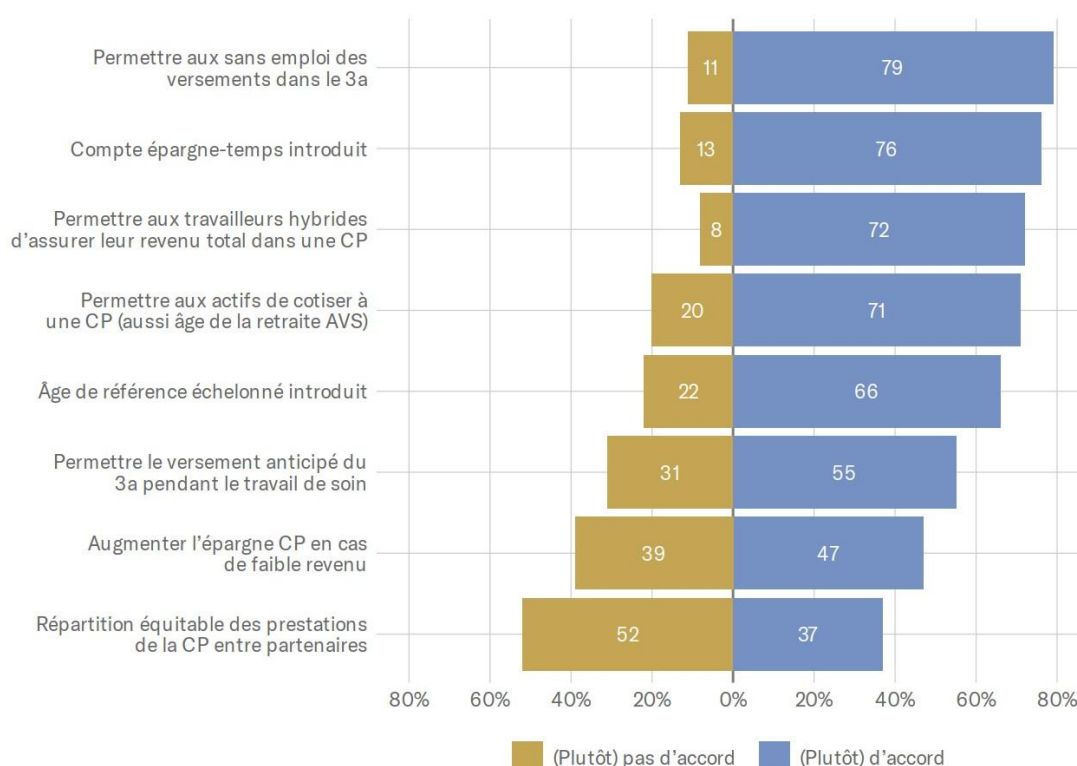
L'étude «Prévoyance pour la vie» s'est également intéressée aux formes de travail hybrides, qui gagnent en popularité: plus de la moitié des personnes interrogées pourraient envisager de travailler en tant qu'indépendant, parallèlement à leur emploi fixe. C'est notamment le cas des jeunes et des personnes ayant un niveau de formation élevé. Or, le système de prévoyance suisse n'est actuellement pas conçu dans cette optique: les revenus d'un travail salarié et d'un travail indépendant, par exemple, ne peuvent jusqu'à présent pas être assurés dans une solution de caisse de pension commune. 72% des sondés sont favorables à la possibilité de regrouper les caisses de pension des travailleurs hybrides. Une proportion similaire est d'avis que toutes les personnes actives ayant atteint l'âge de la retraite AVS devraient avoir la possibilité de cotiser à une caisse de pension.

Les participants à l'étude se montrent moins favorables à des changements structurels plus profonds. Ces changements comprennent par exemple des cotisations plus élevées à la caisse de pension pour les personnes à faible revenu ou une répartition égale des prestations de la caisse de pension entre les conjoints ou les partenaires.

«Dès que les réformes semblent complexes ou que l'on craint des pertes financières, la peur du changement prend le dessus. C'est un immobilisme dangereux qui menace la sécurité financière de générations entières», résume Jörg Odermatt, fondateur et président du conseil d'administration de PensExpert. «Mais l'étude montre aussi que la population est ouverte à des adaptations pragmatiques susceptibles d'être expliquées de manière simple et compréhensible.»

C'est précisément là que réside un grand potentiel, selon Michael Hermann, directeur de Sotomo: «Depuis la fin des années 2010, les projets relatifs à la prévoyance ont tendance à perdre de leur pertinence personnelle auprès des électeurs. De nouvelles approches permettent d'éveiller à nouveau l'intérêt de la population pour ce thème. Il faut donc une nouvelle conception de la prévoyance au niveau politique. Une conception qui aille au-delà de la simple prévoyance vieillesse.»

Approbation et rejet de différentes idées de réforme de la part des sondés



Source: étude «Prévoyance pour la vie», Sotomo sur mandat de PensExpert, 2025. Les options de réponse «Ne sait pas / Pas de réponse» ne sont pas représentées dans la figure.

À propos de l'étude

L'étude «Prévoyance pour la vie» a été réalisée par l'institut de recherche Sotomo sur mandat de PensExpert. L'étude analyse d'une part le degré d'acceptation de différentes approches de réforme proposées par PensExpert et, d'autre part, la capacité à évoluer du système de prévoyance vieillesse en Suisse. L'étude se compose de deux parties: une enquête et une analyse des votations portant sur la prévoyance au cours des 25 dernières années.

L'enquête repose sur un sondage en ligne mené en février 2025 auprès de plus de 2300

personnes. Les résultats sont représentatifs de la population linguistiquement intégrée de Suisse alémanique et de Suisse romande. L'analyse des votations s'appuie sur les données de Swissvotes ainsi que sur les enquêtes post-votations des études Vox/Voto.

L'étude complète est disponible ici: <https://pens-expert.ch/fr/news/sotomo>

À propos de PensExpert

PensExpert a été fondée en 2000 à Lucerne, avec pour objectif de rendre aux assurés leur autonomie en matière de placement de leurs avoirs de prévoyance. Aujourd'hui, PensExpert compte parmi les principaux prestataires de services de prévoyance en Suisse. Employant plus de 90 collaborateurs sur six sites, l'entreprise gère dans notre pays une fortune de prévoyance de plus de 10 milliards de francs appartenant à plus de 16 000 assurés répartis dans cinq fondations de prévoyance.

De plus, PensExpert dispose d'une filiale en Allemagne, qui propose notamment le compte épargne-temps, une formule déjà bien établie dans ce pays.

PensExpert accorde la priorité à l'individu et à ses projets de vie personnels. C'est pourquoi l'entreprise s'engage non seulement pour les besoins personnels de ses clients en matière de prévoyance, mais aussi sur le plan politique – afin de promouvoir des réformes qui tiennent compte des réalités actuelles.